



L'avenir de l'alimentation mondiale sous l'emprise des multinationales aux Nations unies

Communiqué de presse de La Via Campesina, ETC et GRAIN

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 19 février 2016

grain.org 15 février 2016

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#), [Nations Unies](#), [Transnationales](#)

L'avenir de l'alimentation mondiale sous l'emprise des multinationales aux Nations unies : Plus de 100 organisations de la société civile tirent la sonnette d'alarme à l'ouverture de la réunion de la FAO sur les biotechnologies

(Rome, lundi 15 février 2016) Juste au moment où les entreprises de biotechnologie qui fabriquent les semences transgéniques renforcent leur contrôle du commerce mondial, la FAO leur offre une tribune pour appuyer leur vision. A l'ouverture aujourd'hui du symposium international de trois jours sur les biotechnologies agricoles organisé par la FAO (organisations des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) à Rome, plus de 100 organisations de la société civile et du mouvement social de quatre continents ont publié une [déclaration](#) qui dénonce à la fois la substance et la structure de la réunion, qui semble être une nouvelle tentative des multinationales agroalimentaires de diriger les politiques de l'agence des Nations unies vers le soutien aux cultures et au bétail génétiquement modifiés.

[La déclaration et la liste des signataires peuvent être téléchargés ici.](#)

Le mouvement paysan international La Via Campesina a invité les organisations de la société civile à signer cette déclaration en réaction au programme du symposium. Deux des principaux orateurs de FAO sont des partisans connus des OGM. L'agenda et les événements parallèles de ces trois jours intègrent des orateurs de l'Organisation de l'industrie des biotechnologies (un groupe commercial de biotechnologie des Etats-Unis), Crop Life International (l'association commerciale d'agrochimie mondiale), Dupont (l'une des plus grandes entreprises transnationales de semences biotechnologiques) et CEVA (une grande entreprise de produits vétérinaires) entre autres. Parmi le 80 orateurs invités par la FAO un seul est ouvertement critique des OGM. Pire, l'un des deux orateurs à la session d'ouverture est un ancien assistant du directeur général de la FAO qui a milité pour ce qu'on appelle semences Terminator (les semences OGM programmées pour mourir au moment de la récolte obligeant les agriculteurs à acheter de nouvelles semences à chaque saison), en opposition avec les déclarations publiques de FAO. Le discours du second orateur est intitulé « Vers la fin du débat international déplacé sur la biotechnologie », laissant entendre que le symposium de la FAO doit être le moment pour taire la critique sur la biotechnologie.

En convoquant ce symposium biaisé, la FAO cède à la pression de l'industrie qui s'est intensifiée à la suite des réunions internationales sur l'agro-écologie organisées par la FAO en 2014 et 2015. Les réunions sur l'agro-écologie ont été un modèle d'ouverture à tous les

points de vue, des paysans jusqu'à l'industrie. Mais l'industrie de la biotechnologie préfère maintenant avoir une réunion qu'elle peut contrôler entièrement. Ce n'est pas la première fois que la FAO est noyée dans ce jeu. En 2010, la FAO a organisé une conférence sur la biotechnologie à Guadalajara, au Mexique, qui a interdit aux agriculteurs de participer à son comité d'organisation, puis a essayé d'empêcher leur participation à la conférence elle-même.

« Nous sommes alarmés par le fait que la FAO, une fois de plus, sert de couverture aux entreprises, au moment même où ces entreprises parlent de fusions entre elles afin de concentrer le secteur commercial des semences dans peu de mains », dénoncent la société civile.

Il est clair, d'après la déclaration de la société civile, que l'industrie veut utiliser la FAO pour relancer son faux message selon lequel les cultures modifiées peuvent nourrir le monde et refroidir la planète, alors que la réalité est que rien n'a changé du côté de la biotechnologie. Les OGM ne nourrissent pas le monde, ils sont utilisés dans une poignée de pays sur les plantations industrielles pour les agro-carburants et les aliments pour animaux, ils augmentent l'utilisation des pesticides et ils privent les agriculteurs de leurs terres. Les entreprises transnationales de biotechnologie cherchent à breveter toute la biodiversité de la planète, ce qui montre que l'intérêt principal est de faire des profits énormes et non de garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires. Le système alimentaire industriel que ces entreprises promeuvent est également l'un des principaux moteurs du changement climatique. Face au rejet des OGM par de nombreux consommateurs et producteurs, l'industrie invente maintenant de nouvelles et dangereuses techniques de modification génétique des plantes, sans les appeler OGM. En faisant cela, elle tente de contourner les réglementations actuelles sur les OGM pour tromper les consommateurs et les agriculteurs.

D'après la déclaration de la société civile, les activités de l'agro-écologie sont très proches de la manière dont FAO devrait agir, c'est-à-dire « comme un centre d'échange de connaissances, sans un agenda caché de la part de certains ». Pourquoi la FAO se limite-t-elle encore à la biotechnologie des multinationales et nie l'existence des technologies paysannes ? La FAO doit soutenir les technologies paysannes, qui offrent les solutions les plus innovantes, libres et efficaces pour mettre fin à la famine et à la malnutrition. Il est temps de cesser de soutenir un programme d'entreprise restrictif, affirme la société civile. « La grande majorité des agriculteurs du monde sont paysannes et paysans, et ce sont ces derniers qui nourrissent le monde. Nous avons besoin de technologies émanant des paysans, et non des biotechnologies des multinationales. »

Selon Guy Kastler de La Via Campesina, « Il est temps que la FAO mette un terme immédiat à la bio-piraterie et à tout soutien aux technologies de modification génétique dont la seule finalité est de permettre à une poignée de multinationales de breveter et de s'approprier la totalité de la biodiversité cultivée existante. LA FAO doit au contraire appuyer les organisations paysannes et les chercheurs qui s'impliquent dans les programmes de sélections paysannes collaboratives au service de la souveraineté alimentaire et l'agro-écologie paysanne. »

Contact à Rome :

Guy Kastler et d'autres leaders de Via Campesina

Numéro de téléphone : + 39 329 665 53 44 et + 39 331 188 64 35

E-mail: lvcweb@viacampesina.org

La source originale de cet article est grain.org

Copyright © Grain, grain.org, 2016

Articles Par : Grain

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca